

La PNM aborde de manière critique les problèmes politiques et culturels, nationaux et internationaux. Elle se refuse à toute diabolisation et combat résolument toutes les manifestations d'antisémitisme et de racisme, ouvertes ou sournoises. La PNM se prononce pour une paix juste au Proche-Orient, basée sur le droit de l'État d'Israël à la sécurité et celui du peuple palestinien à un État.

ISSN: 0757-2395

PNM n° 426 – Mai 2025 – 43e année

MENSUEL ÉDITÉ PAR L'U.J.R.E.

Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide

Le N° 7,00 €

BAS LES MASQUES !

par **PATRICK KAMENKA**

Marine Le Pen, triple candidate du RN à l'élection présidentielle, n'a pas hésité à dénoncer dans le plus pur style populiste « la dictature des juges » après le jugement la condamnant à quatre ans de prison et à une peine d'inéligibilité de cinq années avec exécution provisoire.

En cause, les lourdes charges pesant sur le RN accusé de détournement de fonds publics à hauteur de 4,1 millions d'euros dans l'affaire des assistants au Parlement européen.

« Scandale démocratique », a lancé la fille de Jean-Marie Le Pen à propos de cette condamnation, alors même qu'elle avait prôné en 2013 une peine d'inéligibilité à vie pour tout élu coupable de détournement de fonds publics. ■■■ (Suite en page 4)

De la prédation financière à la croisade politique.



HISTOIRE

8 MAI 1945 - UNE MÉMOIRE DOUBLE

par **HÉLÈNE AMBLARD**

Le 8 mai 1945 marque officiellement en France la victoire des Alliés sur l'Allemagne nazie et la fin d'une guerre meurtrière dans une Europe dévastée. Ce même jour, en Algérie française, où les Alliés avaient débarqué le 8 novembre 1942, les manifestations célébrant la victoire marquent le début d'une terrible répression coloniale. ■■■ (Suite en page 5)



Les Parisiens sur les Champs-Élysées le 8 mai 1945

Editorial

LA PAIX ! - שלום

par **BERNARD FREDERICK**

Le 8 mai 1945 un peu avant minuit, heure locale, dans la salle de la cantine d'une école de cadres de l'Armée allemande, à **Karlshorst**, dans la banlieue de **Berlin**, le maréchal Joukov, le maréchal Tedder pour la coalition anglo-américaine, le général américain Spaatz et le général français Jean de Lattre de Tassigny reçoivent la capitulation allemande des mains de l'amiral Hans-Georg von Friedeburg et du maréchal Keitel. **Il est 23 h 16 à Berlin, 0h 16 à Moscou où c'est déjà le 9 mai.**

Cinq années de guerre, cinq années les plus terribles que l'Europe ait jamais connues. Plus de 60 millions de morts – 27 millions pour la seule Union soviétique – soit 2,5 % de la population mondiale de l'époque, dont une majorité de civils, parmi lesquels 6 millions de Juifs.

Le traumatisme lié à cette effroyable guerre, pour nous, n'a pas disparu. Il ne peut pas disparaître. Pas un seul d'entre nous qui n'ait perdu un parent, un ancêtre, un enfant. Le nom de ceux qui furent déportés de France figure sur le Mur du Mémorial de la Shoah.

C'est pour cela que, pour la *Presse Nouvelle Magazine*, la lutte pour la paix et la lutte contre le fascisme, à l'origine de notre engagement, demeurent fondamentales. C'est pour cela que nous ne cesserons jamais de rappeler à tous ce que fut le nazisme et ce que fut la Seconde Guerre mondiale ; qui furent celles et ceux qui résistèrent, en France et en Europe, face à la barbarie nazie et qui la terrassa définitivement, de Stalingrad au Reichstag à Berlin.

Réécrire l'histoire comme d'aucuns se plaisent à le faire est une double trahison : la trahison de toutes celles et de tous ceux qui ont sacrifié leur vie pour la liberté ou ont été assassinés pour le seul fait d'être Juif, Slave ou Rom et c'est aussi une trahison de l'intelligence.

Une trahison de l'intelligence qui ouvre la porte aux pires réhabilitations, aux pires profanations et, en fin de compte, qui permet que ressuscitent, ici et ailleurs, idéologies et forces les plus sombres.

N'oublions jamais l'avertissement de Berthold Brecht : « *Le ventre est encore fécond d'où a surgi la bête immonde* ». ■ 02/05/2025

VIE DES ASSOCIATIONS

En avril, l'UJRE s'est associée à l'*Appel de la société civile pour la défense de l'État de droit* (rassemblement du 12 avril à Paris, Place de la République) ainsi qu'à celui de la *Marche intergénérationnelle pour la mémoire et la transmission* initié par l'*Union des Déportés d'Auschwitz* (le 27 avril à Paris près de l'Hôtel Lutétia). Elle a aussi émis le 14 avril le communiqué de presse *Le moment est venu !* ■



LE MOMENT EST VENU !



L'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide (UJRE) prône une paix juste et durable au Proche-Orient, fondée sur l'ensemble des résolutions des Nations Unies, et en particulier la reconnaissance de l'État de Palestine, aux côtés de celui d'Israël, dans ses frontières de 1967. Elle salue les déclarations du président de la République française visant à engager dans le cadre des Nations Unies, à la suite d'autres pays de l'Union Européenne qui l'ont déjà fait, le processus de reconnaissance par la France de l'État de Palestine. Cette annonce renoue avec une ligne diplomatique française d'équilibre au Proche-Orient, après une période d'effacement malgré toutes les provocations du chef de l'État israélien actuel ; elle marque une avancée que nous recevons positivement.

Alors que les terroristes du Hamas détiennent encore des otages dont la vie importe vraisemblablement peu au gouvernement israélien d'extrême droite, ce dernier pour-

suit destructions et crimes de masse à Gaza et encourage les exactions des colons suprémacistes dans les territoires occupés de Palestine.

Nous souhaitons que les propos tenus par la présidence de la République soient suivis de mesures marquant une nouvelle détermination française à contrer efficacement la poursuite de la politique de colonisation israélienne et à relancer des perspectives de négociation et de paix. En particulier, il nous semble incontournable qu'elle intervienne au sein de l'Union Européenne pour que l'accord d'association UE-Israël soit immédiatement suspendu.

Comme le montrent les grandes manifestations de citoyens israéliens pour la défense de l'État de droit, les principes démocratiques et laïques, qui ont prévalu quand Israël est devenu membre des Nations Unies à la suite de sa Déclaration d'indépendance, peuvent être restaurés. De même, avec de nouvelles perspectives, les forces démocratiques au sein d'une société palestinienne, non moins pluraliste que la société israélienne, pourraient retrouver la force d'expression qui leur a été retirée par l'affaiblissement de leurs structures de représentation.

L'UJRE continuera d'encourager tous les efforts pour mobiliser l'opinion démocratique en faveur d'une solution « à deux États », trop longtemps attendue, étape pratique et symbolique incontournable d'une reconnaissance réciproque, garantie par des instances internationales, ouvrant vers des horizons de construction pacifique et de prospérité pour les peuples.

En octobre 2014, le ministre français des Affaires étrangères et du Développement international déclarait la reconnaissance de l'État de Palestine interviendrait « le moment venu ». En décembre 2014, l'Assemblée nationale invitait « le Gouvernement français à reconnaître l'État de Palestine en vue d'obtenir un règlement définitif du conflit ».

Dix ans ont passé. Oui, le moment est vraiment venu et nous semble n'avoir déjà que trop tardé !

« Il est grand temps que la France prenne ses responsabilités ». ■

Paris le 14 avril 2025



01/05 Fête du Travail. Manifestons pour nos retraites et nos salaires, pour la démocratie, la justice sociale et pour défendre une paix juste et durable, non pas aux conditions des agresseurs mais dans le respect du **droit international**. Il en va de notre humanité.

01/05 (1941) Ouverture du camp de Natzwiller-Struthoff. Le Centre européen du résistant déporté Struthof se visite, seul camp de concentration nazi situé en France, il demeure le « témoin vivant » de la Seconde Guerre mondiale.
03/05 (1936) Le 2^e tour des élections consacrait la victoire du Front populaire.

Invitation

HIVER SONNANT

Le mercredi 14 mai 2025 à 19h30

Concert littéraire : Frédérique Pierson et Jimmy Roure

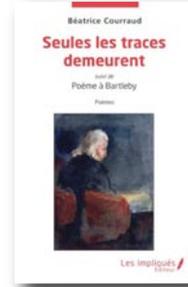
accompagnés du pianiste Roman Marliere

Seules les traces demeurent de Béatrice Courraud

Poèmes et chansons

Le Connétable, 55 rue des Archives Paris 3^e

La poésie lumineuse de notre collaboratrice Béatrice Courraud. Une poésie qui va au cœur du génocide des Juifs par touches sensibles et puissantes, sous forme de mélodie, une poésie qui chante, une poésie traversée par les espérances, par les cœurs battants et les clochettes, « *les âmes flottantes* » de l'artiste Christian Boltanski qui nous mènent à la lisière de nos rêves éclairent notre chemin. Seules les traces...



Ton souffle suspendu au froissement des ailes

Des libellules

À l'austérité des jours

À l'âpreté des nuits

Tu éveillés les songes en fuite

Tu éblouis les heures

De crépuscules insulaires

L'île est un creux de roche

En son centre

Une flaque de beauté.

Béatrice Courraud, *Seules les traces demeurent*, suivi de *Poème à Bartleby*, Éd. Les Imprimés, 60 p., 2024.

Invitation

VOUS N'AUREZ PAS LES ENFANTS !

Les 3 associations du 14,



ont le plaisir de vous inviter à une rencontre-débat

Samedi 17 mai 2025 à 15h*

14 rue de Paradis, Paris 10^e

avec les auteurs du roman graphique

Vous n'aurez pas les enfants



Arnaud Le Gouëfflec scénariste, Olivier Balez dessinateur-coloriste et Valérie Portheret, historienne, auteur de l'ouvrage éponyme, qui signe ici la préface et un dossier historique

Cet ouvrage relate une opération exceptionnelle : le plus important sauvetage d'enfants juifs en France pendant l'Occupation.

Dans la nuit du 28 au 29 août 1942, 108 enfants juifs étrangers, internés avec leurs parents dans le camp de Vénissieux, sont sauvés de la déportation grâce au courage, à l'intelligence, à un remarquable élan de solidarité de sauveteurs juifs et non juifs. Dans les heures qui suivent la mise à l'abri de ces enfants, alors que la police les recherche activement sur ordre du préfet, les mouvements de Résistance distribuent un tract intitulé « *Vous n'aurez pas les enfants* » qui en appelle à la conscience des Lyonnais.

La rencontre sera suivie d'une vente-dédicace

avec Arnaud Le Gouëfflec, Olivier Balez et

Valérie Portheret. ■

Inscription indispensable sur

<https://cutt.ly/krijqUn1p>

* Ouverture des portes 14h45, rencontre-débat de 15h à 16h30, vente-dédicace à partir de 16h30

© Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation de Lyon



SOUVENONS-NOUS, AGISSONS

Gageons que la gauche saura se rassembler autour de ses convergences pour une prochaine victoire du Nouveau Front populaire.

03/05 Journée mondiale de la liberté de la Presse

08/05 (1945) Capitulation sans conditions de l'Allemagne nazie et Massacre de Sétif (cf. pp. 1 et 5).

10/05 Journée nationale des mémoires de la traite négrière, de l'esclavage. La France, après leur abolition (1794 et 1848), les a reconnues en 2006 comme « crimes contre l'humanité ».

14/05 (1941) Rafle du billet vert.

16/05 (1944) Révolte des Tsiganes déportés au camp de Birkenau.

16/05 Pour l'ONU, c'est la *Journée internationale du vivre-ensemble en paix*. À nous de la faire vivre ! Il suffirait, dans un environnement de diversité sociale et culturelle, de faire preuve de respect et de témoigner d'une attention à l'autre, d'accepter la pluralité, tout cela dans un esprit de paix...

27/05 (1943) 82^e anniversaire de la création du *Conseil national de la Résistance*. Participons à la *Journée nationale de la Résistance* (cf. p. 4). ■

LA PRESSE NOUVELLE

Magazine Progressiste Juif fondé en 1934

Éditions :

1934-1993 : quotidienne en yiddish, *Naïe Presse* (clandestine de 1940 à 1944)

1965-1981 : hebdomadaire en français, *PNH* depuis 1982 : mensuelle en français, *PNM* éditées par l'U.J.R.E

N° de commission paritaire 062 9 G 89897

Directeur de la publication

Henri Blotnik

Rédacteur en chef

Bernard Frederick

Administration - Abonnements

Secrétaire de rédaction

Tauba Alman

Rédaction - Administration

14, rue de Paradis

75010 PARIS

Tel : 01 47 70 62 1 6

Courriel : lapnm@orange.fr

Site : <http://ujre.fr>

(bulletin d'abonnement téléchargeable)

Tarif d'abonnement

France et Union Européenne :

6 mois 35 euros

1 an 70 euros

Étranger (hors U.E.) 80 euros

L'UJRE met fin à tout abonnement PNM non réglé 3 mois après son rappel d'échéance.

IMPRIMERIE AQUARELLE

14 Rue du Ballon 93160 Noisy

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je souhaite m'abonner à votre journal "pas comme les autres" magazine progressiste juif.

Je vous adresse ci-joint mes nom, adresse postale, date de naissance, mël et téléphone

PARRAINAGE

(10 € pour 3 mois)

J'OFFRE UN ABONNEMENT À :

Nom et Prénom

Adresse

Téléphone

Courriel

SCHIZOPHRÉNIE À L'ISRAËLIENNE

par DOMINIQUE VIDAL

Il est des petites phrases qui en disent plus que de longs discours. Une déclaration du Premier ministre israélien, le 22 avril 2025, éclaire le cauchemar dans lequel Benjamin Netanyahu a plongé le Proche-Orient depuis le 8 octobre 2023 : « *Je serais heureux que les gens nous aiment, mais ce n'est pas mon objectif. Je veux qu'ils nous respectent. Les nations peuvent se haïr, mais elles ne s'attaquent pas les unes aux autres s'il y a un respect mutuel* [1] ». Le surlendemain matin, comme chaque année, les Israéliens observaient deux minutes de silence annoncées par les sirènes funèbres en signe d'hommage aux six millions de victimes de la Shoah. Israël compte encore 120 507 « rescapés » des persécutions des Juifs sous le nazisme entre 1933 et 1945.

Le cynisme du Premier ministre israélien éclaire sans doute l'extrême violence avec laquelle Tsahal a mis le feu au Proche-Orient, sans lésiner sur les crimes de guerre ni sur les crimes contre l'humanité, sous couvert de « riposter » à l'opération terroriste du Hamas. La guerre contre Gaza s'est transformée en génocide, malgré les mises en garde de la Cour internationale de justice (CIJ) : selon l'enquête publiée par la revue scientifique *The Lancet* [2], le nombre de morts et de disparus atteindrait sans doute 186 000 à la fin juillet 2024 ; l'ONU évalue à 90 % la destruction des infrastructures et des immeubles ; les prisonniers palestiniens ont été souvent torturés et les journalistes assassinés, pour qu'il n'y ait pas de témoins de l'horreur. Laquelle a gagné la Cisjordanie, dont plusieurs dizaines de milliers d'habitants ont été déplacés de force au cours d'opérations militaires ou d'attaques de colons protégés par les soldats. Puis vint le tour du Liban, où le Hezbollah a été affaibli par des bombardements sans merci. L'armée israélienne n'a pas hésité non plus à étendre sa zone d'occupation de la Syrie et à bombarder le Yémen. Seul l'Iran a été épargné par cette folie belliciste, après un seul échange de missiles. Interrompu par deux mois de trêve, tout ce cauchemar a repris depuis le 18 mars.

Cette violence, dont de nombreux soldats ont rendu compte sur les réseaux sociaux, explique la décision de la Cour pénale internationale (CPI) d'annoncer des mandats d'arrêt contre Benjamin Netanyahu et son ex-ministre de la Défense, Yoav Galant, auquel on doit la première affirmation de l'intentionnalité de la tuerie organisée. Le 8 octobre 2023, il annonçait « un siège total » à Gaza : « *pas d'électricité, pas de nourriture, pas d'eau, pas de carburant. Tout est fermé. Nous combattons les animaux humains et nous agissons en conséquence.* » Cette harangue, Human Rights Watch l'a qualifiée d'« *appel à commettre des crimes de guerre* [3] »...

Que pensent les Israéliens de Netanyahu ? En pleine schizophrénie, ils appuient le chef de guerre, mais critiquent le politicien. La mobilisation des familles d'otages fait toutefois mesurer à nombre de leurs concitoyens le risque que la relance de la



Des dizaines de milliers de manifestants à Tel-Aviv contre le gouvernement Netanyahu

guerre fait peser sur le sort des 35 Israéliens encore vivants aux mains du Hamas. Et pourtant, écrit un correspondant du *Monde*, « *dans un pays meurtri les récits des otages libérés ravivent les blessures et les colères, voire les haines, contribuant à expliquer pourquoi aucun débat n'émerge sur la proportionnalité de la riposte israélienne à Gaza, le nombre de femmes et d'enfants victimes des bombardements, les accusations de crime de guerre ou les risques d'effondrement de l'aide humanitaire évoqués par les ONG* [4]. »

Mais une majorité estime que le Premier ministre poursuit la guerre à des fins personnelles : pour rester au pouvoir et échapper à la justice. Ses explications démentent toutefois la victoire qu'il s'attribuait sur le Hamas : les nouveaux combats à Gaza témoignent en effet que le mouvement islamiste a reconstitué sa branche militaire.

Autre raison du soutien persistant à la guerre de Netanyahu : la gauche est, selon *Haaretz*, en état de « *mort clinique* [5], privant ainsi l'opinion d'une véritable alternative. En Israël comme dans nombre de pays marqués par l'essor du populisme, le problème, c'est moins l'offensive de l'extrême droite que la décomposition de la gauche.

La coalition bénéficie aussi de la réélection de Donald Trump, qui soutient la dérive de la direction israélienne. Comme l'écrit *Le Monde* [6], « *ce président américain est une aubaine pour la droite israélienne. Il partage sa logique suprémaciste. Il envisage de reconnaître la "souveraineté" d'Israël sur des pans entiers de la Cisjordanie. Dès janvier, il proposait un "nettoyage ethnique" pur et simple à Gaza. Cette phrase a puissamment résonné parmi les Israéliens qui, à force d'enterrer Oslo, en reviennent à la logique binaire du "eux ou nous"* ».

Netanyahu a néanmoins renforcé les griefs de ses opposants en relançant son « *coup d'État judiciaire* » : il s'efforce de limoger aussi bien Ronen Bar, le chef du Shin Bet, le Service de renseignement intérieur, que la Procureure générale, Gali Baharav-Miara. Mais la Cour suprême a invalidé ces « licenciements », contre lesquels des dizaines de milliers d'Israéliens avaient manifesté.

Mais qui doit décider en cas de crise ? À en croire un sondage révélé par Times of Israel, 38 % des Israéliens répondent la Cour suprême et 35 % le

gouvernement, 27 % ne sachant pas. Pour mémoire, les foules immenses, qui avaient défilé tout au long de 2024 contre la réforme de la justice, n'affichaient aucun souci pour le sort des Palestiniens, surtout après l'horreur du 7 octobre...

Reste que, dans un sondage publié fin mars par le quotidien *Maariv*, 68 % des Israéliens s'affirment insatisfaits du gouvernement Netanyahu – dont 48 % extrêmement insatisfaits...

Rares sont pourtant les personnalités ayant haussé la voix contre le génocide des Palestiniens. L'auteur de romans policiers Dror Mishani a expliqué pourquoi dans une interview au *Monde* [7]. Selon lui, « *le traumatisme du 7 Octobre a fait depuis de nous une société obsédée par la vengeance. [...] Nous n'avons pas vraiment recherché la paix [...]. Notre société creuse sa propre tombe [...]. Des dizaines de milliers d'Israéliens parmi les plus éduqués sont partis. Des universitaires, des gens qui travaillent dans la tech, des médecins, des écrivains. C'est un processus silencieux qui peut lui aussi nous détruire.* »

Car *Haaretz* évalue à 1 million le nombre de Juifs israéliens – soit 1 sur 7 – ayant quitté le pays pour s'installer dans un État de l'Union européenne (UE). Jamais Israël n'avait connu une *yerida* – le contraire de l'*aliya* – d'une telle ampleur. Un quart des Israéliens ont envisagé de quitter leur patrie, selon une étude menée par Katar Insights et Kan. 24 % d'entre eux ont même vérifié les possibilités de logement à l'étranger, 21 % ont cherché un emploi.

Il faut dire que le Premier ministre et ses proches multiplient les gestes de nature à déplaire à leur électorat traditionnel. Ainsi les déclarations et manifestations pour empêcher l'aide alimentaire de parvenir aux Palestiniens – affamer une population civile est un crime contre l'humanité. De même que la torture de prisonniers. Et que dire de la tenue d'une conférence consacrée à la lutte contre l'antisémitisme où, pour la première fois, l'extrême droite française était invitée : Jordan Bardella et Marion Maréchal Le Pen. Et du refus d'accueillir une délégation de parlementaires français. Sans oublier le nouveau « *Qatargate* », où deux conseillers de Netanyahu sont soupçonnés de continuer à mener des opérations d'influence en faveur de l'Émirat autorisé, depuis des années, à financer l'enclave... ? ■ 27/04/2025

[1] Site du *Times of Israel*, le 23 avril 2025

[2] « *Counting the dead in Gaza: difficult but essential* », 20 juillet 2024.

[3] www.aa.com.tr/fr/monde/human-rights-watch-les-declarations-de-galant-sur-les-palestiniens-sont-un-appel-a-commettre-des-crimes-de-guerre/3013941

[4] *In Le Monde*, 20-21 et 22 avril 2025.

[5] 11 mars 2025.

[6] 15 avril 2025.

[7] 20, 21 et 22 mars 2025.

BAS LES MASQUES !

par **PATRICK KAMENKA**

(Suite de la Une)

Suite à ce jugement de première instance, les déclarations du chef du gouvernement François Bayrou détonnent quand le locataire de Matignon se dit « *troublé* » par la condamnation de Marine Le Pen avant de s'inquiéter « *des conséquences irréversibles* » du principe de l'exécution provisoire, foulant au pied la séparation des pouvoirs. En voie de trumpisation, le RN et sa dirigeante ont certes raté leur manifestation de soutien à Paris. Toutefois, ce rassemblement aura été l'occasion d'un inquiétant hommage fait à l'extrême droite française par l'internationale illibérale de Trump à Orban, en passant par Poutine, Musk ou Salvini.

En réaction, le Parti communiste a rappelé que « *l'histoire nous enseigne que les attaques contre le système judiciaire sont toujours une des premières étapes de l'instauration des régimes liberticides et tyranniques* ».

Un rappel salutaire face aux vociférations du RN contre la justice qui met à mal la tentative du RN de faire croire à sa dédramatisation !

Dans cette situation politique, les choix austéritaires du gouvernement pour réduire le déficit budgétaire n'en sont que plus néfastes pour la majorité des Français. La volonté de Matignon de ramener le déficit à 5,4% du PIB en 2025, puis à 4,6% du PIB en 2026 et de trouver 40 milliards d'euros passe par des coups de hache dans les services



publics, par un projet de ponction des retraités (suppression de l'abattement de 10%) et également par une remise en cause de l'assurance chômage. Tout cela, sous prétexte de lutter contre « la fraude sociale » comme le claironne Pierre Moscovici, le Premier président de la Cour des comptes. Une stratégie qui fait l'impasse sur le recours aux nouvelles recettes pour contrebalancer les cadeaux fiscaux aux entreprises (plus de 200 milliards d'euros) sans contrepartie sociale, et la lutte contre la fraude fiscale estimée entre 80 et 100 milliards d'euros.

Une potion d'autant plus amère que rien n'est « tabou » dans cette liste de mesures antisociales aux yeux de François Bayrou qui, s'appuyant sur une situation internationale délétère, prône une politique de réarmement sur fond d'« *économie de guerre* ». Dans ce contexte, la guerre des droits de douane lancée par le président américain Donald Trump ne peut que dynamiter une économie mondiale minée par la financiarisation.

La réponse à cette « *contre-révolution impériale* », comme le souligne l'éditorial de *l'Humanité* du 9/4/2025) réside en « *la création d'un nouvel ordre mondial respectueux des pays* » afin de faire face à « *l'urgence sociale, économique et climatique* ».

À la veille du 1^{er} mai, la CGT appelle à manifester pour « *la Paix, les libertés, la justice sociale !* » et à exiger « *avec tous les travailleurs et les travailleuses du monde, menacés par la guerre commerciale, la mise en place de règles pour un juste échange, basé sur le respect des droits sociaux et environnementaux* ».

La centrale de Montreuil continue d'« *exiger l'abrogation de la réforme des retraites* » et de « *refuser la capitalisation* », s'appuyant sur un sondage Ifop relevant que 68% des Français sont favorables à un référendum sur les retraites et 73% à l'abrogation de cette réforme. ■ 25/04/2025

MÉMOIRE

LA JOURNÉE NATIONALE DE LA RÉSISTANCE

Comme chaque année, le comité de pilotage de la JNR choisit un arrondissement de Paris différent pour y célébrer la création du *Conseil national de la Résistance* le 27 mai 1943.

En 2025, c'est la Mairie du 18^e arrondissement qui accueillera le 26 mai 2025 le **Village des associations**, membres du Comité de pilotage de la Libération.



Programme

26 mai Village des Associations rue Pajol, près des jardins Rosa Luxembourg :

- 10h Ouverture du Village.
- 11h Inauguration par le Maire du 18^e arrondissement.
- Puis, **jusqu'à 18h**, l'UJRE et MRJ-MOI, comme toutes les associations, seront heureuses de vous recevoir sur leur stand, lieu d'échanges autour de la célébration du 82^e anniversaire du programme *Les Jours Heureux* du *Conseil national de la Résistance*.
- **Une partie artistique débutera à 12h30** (chanteurs, chorales, pièce de théâtre dédiée au 80^e anniversaire du vote des femmes...).

Le 27 au matin (départ à 9h. en car de la Mairie du 18^e)

- Fleurissement de plusieurs plaques porteuses de la diversité de la Résistance dans le 18^e.
- Cérémonie au Monument aux morts du 18^e arrondissement.

Le 27 après-midi

- **15h**, cérémonie rue du Four - portée par le *Comité parisien de la Libération* et la Ville de Paris.
- **17h**, cérémonie aux stèles à Jean Moulin à l'angle «Marigny Champs-Élysées» - portée par la *Fondation de la Résistance*.
- **18h30**, ravivage de la Flamme à l'Arc de triomphe - portée par l'État. ■

FRANÇAISE

par **MICHELINE CHOROWICZ**

Elle est là dans ta poche, pas dans ton sac, tu as besoin de la sentir au plus près du corps pour bien te persuader qu'elle est à toi. Tu n'en reviens pas encore, quelques jours d'attente après la photo et tu l'as eue. Ce fut finalement facile et simple. Tu gardes la main dessus dans ta poche comme pour la protéger, de peur de la perdre.

C'est ta première carte d'identité française. Elle est en carton bleu, les lettres cursives bien noires, écrites à la main au porte-plume. Sur la photo prise de profil tu as les cheveux courts. Tu la connais par cœur, ton nom, ton nom de jeune fille, ton prénom, le nom de tes parents, ta profession, ta nationalité, ta date de naissance, ton pays d'origine, la Pologne, ton adresse à Toulouse, ton aspect physique, ta date de naturalisation, puis ta nouvelle adresse à Livry-Gargan, tout y est inscrit de cette belle écriture appliquée. La carte a été faite à Toulouse.

Tu es française, française pour de bon, tu as une carte d'identité française. Tu as souri en la prenant pour la première fois dans tes mains, elle remplace ton titre de séjour que tu ne dois plus montrer. Maintenant tu dois toujours sortir avec elle, elle te protège contre la folie du moment, elle te donne une identité acceptable, conforme à celle des autres.

Avec, tu peux marcher dans la rue sans avoir peur, sans avoir peur de ton accent, tu peux la montrer tranquille aux policiers. Avec elle tu ne risques rien même lorsque tu vas déposer un message secret, quelques vers que tu ne comprends pas, chez le bijoutier boulevard Jean Jaurès ou le libraire avenue du Maréchal Leclerc. C'est ta première carte d'identité française où tout est faux, ton nom, ton prénom, ceux de tes parents, ta date de naissance. La seule vérité c'est ton pays d'origine, la Pologne. Tu l'as apprise par cœur comme te l'a bien expliqué ton chef de réseau de résistance. Tu ne t'appelles pas Skratek Anna mais Wajn Feiga (dite

Fannie), plus tard tu t'appelleras Chorowicz Feiga. ■ 11/01/2025

Nda : Ta vraie carte à ton nom, il te faudra des années et bien des combats et des péripéties pour l'obtenir malgré ton diplôme de résistante et « la reconnaissance de la Patrie libérée ». Quand tu l'auras, tu constateras que la date de naissance est fautive, tu ne diras rien. Tu avais assez attendu.



8 MAI 1945 - UNE MÉMOIRE DOUBLE

(Suite de la Une)

par HÉLÈNE AMBLARD

Après le tournant de la bataille de Stalingrad, la conférence de Téhéran (28 novembre - 2 décembre 1943) réunit Staline, Churchill et Roosevelt pour envisager une stratégie commune et redessiner l'Europe après la victoire. Le principe d'une Allemagne démembrée et d'un partage des territoires en zones d'influence y est ratifié, confirmé en février 1945 par la conférence de Yalta.

Avec l'avancée des Alliés à l'Est, l'horreur des camps, découverte en janvier par les Soviétiques entrant à Auschwitz, éclate au grand jour depuis avril, avec la diffusion des premières images de Bergen-Belsen prises par les Britanniques, tandis que les troupes soviétiques approchent de Berlin. L'extermination systématique des Juifs d'Europe ne sera connue du grand public que bien plus tard.

L'amiral Donitz, désigné successeur par le testament de Hitler, aura tout fait pour obtenir une reddition sans l'URSS. Si la capitulation de l'Allemagne nazie est signée le 7 mai par son émissaire et chef d'état-major, le général Jodl à Reims, au quartier général d'Eisenhower, en présence du général soviétique Sousloparov ainsi que, *in extrémis*, du général français Sevez, Staline refuse de se contenter d'un acte militaire. C'est à Berlin, à peine arrachée, que doit être actée solennellement une capitulation sans condition.

Elle le sera la nuit du **8 mai** au quartier général du maréchal Joukov dans la banlieue de Berlin par les hauts commandants allemands en présence des généraux de Lattre de Tassigny pour la France et Spaatz pour les États-Unis. À l'heure de Moscou, l'acte est signé le **9 mai**. Après les bombardements US de Hiroshima et Nagasaki, le Japon capitulera à son tour le **12 août**. Depuis, dans les pays de l'Est et en Israël, le jour de la victoire est célébré le **9 mai**.



8 mai 1945, près de Berlin.

Le maréchal Wilhelm Keitel signe la capitulation sans conditions de l'Allemagne nazie.



Les Massacres de Sétif, un certain 8 mai 1945

En Algérie, la famine règne dans des régions entières. Défilant le 1^{er} mai, les militants indépendantistes avaient pour mot d'ordre la libération de Messali Hadj [1]. À Alger, la police tire, tuant deux personnes. Le **8 mai**, le Nord constantinois est quadrillé par l'armée. À Sétif, deux cortèges distincts célèbrent la victoire en ce jour de marché. Dans celui des « indigènes », les banderoles sont interdites. La manifestation tourne à l'émeute quand la police tire sur la foule, tuant Bouzid Saâl, jeune scout musulman brandissant le drapeau de l'indépendance. Les manifestants ripostent. En quelques heures, on compte vingt-huit morts « européens » et plus d'une vingtaine parmi les « indigènes ». Le maire radical-socialiste, Édouard Deluca, est tué d'une balle [2]. Les émeutiers blessent Albert Denier, chef de section du Parti communiste algérien, qui sera amputé des deux mains. Le soir même, le pharmacien **Ferhat Abbas**, auteur du *Manifeste du peuple algérien* et fondateur des *Amis du manifeste et de la liberté* (AML) est arrêté. L'armée fait défiler les tirailleurs algériens.

Dans les villages, la nouvelle se répand. Aux cris de « *Djihad* », des fermes, des maisons de colons sont attaquées, leurs habitants tués. À Guelma aussi, la manifestation tourne à l'émeute qui se transforme en panique quand le préfet Achiary tire à la mitrailleuse sur la foule. Des milices armées sont formées, à son appel. L'armée est envoyée, commandée par le général Duval ; l'aviation et la marine bombardent. Les massacres d'Algériens raflés, emmenés par camions entiers et jetés du haut des gorges de Kherrata resteront gravés dans les mémoires de l'Algérie indépendante. « *Des hommes souffrent de la faim et demandent justice* », écrivait Camus en 1945. En métropole, les communiqués officiels repris par une presse où règne la censure parlent de « *complot de provocateurs hitlériens* ». La répression se poursuivra jusqu'à fin mai.

En France métropolitaine, le gouvernement provisoire installé à Paris depuis le 31 août 1944, dont le premier acte depuis Alger fut de s'opposer à la mise en place d'une administration américaine, ne compte encore que deux ministres communistes : **Charles Tillon**, ministre de l'Air et **François Billoux**, ministre de la Santé publique. **Maître Pierre Kaldor**, élu à la direction du *Secours populaire français*, vient d'obtenir des Américains deux avions pour rapatrier les déportés trop affaiblis pour voyager autrement. Théoriquement, ils sont sous la responsabilité de Charles Tillon et basés au Bourget. Mais aux environs du 10 mai, ces avions ont disparu... Il informe immédiatement Charles Tillon, qui n'apprendra officiellement leur détournement, caché par son cabinet, que le 19 mai ! Le parti communiste refusera d'accepter la démission du ministre.

Dans son rapport daté du 12 juin, le général Duval avertit : « *Je vous ai donné dix ans de paix, mais tout doit changer en Algérie...* »

8 mai 1945. Fin du conflit le plus dévastateur et meurtrier de l'histoire, a-t-on dit. Plus de 80 millions de tués. 30 millions de personnes déplacées en Europe. L'URSS a perdu près de 27 millions de soldats et 18 millions de civils. Partout, des ruines... Le rationnement se poursuivra jusqu'aux années 1950.

En Allemagne, on appellera l'année 1945 « heure zéro ». Après Yalta, la conférence de Postdam, du 17 juillet au 2 août 1945, divisera le pays en quatre zones occupées par l'URSS, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France. Le principe des « Cinq D » – pour dénazification, démilitarisation, démembrement des cartels d'entreprises (très vite abandonné), démocratisation et décentralisation – sera décidé, ainsi que le jugement des criminels de guerre. Mais quelles réparations pour une Europe dévastée ? Les Occidentaux se dérobent devant les exigences de Staline. En attendant de futurs pourparlers, à l'URSS de se servir. La zone soviétique transférera 40 % de l'industrie, transformant nombre d'entreprises en sociétés soviétiques d'actions (SAG).

Dénazification ? Il faut attendre le 20 septembre pour voir l'interdiction officielle du Parti national-socialiste (NSDAP) et la mise en place, à Berlin, d'un Conseil de contrôle pour l'abrogation du droit nazi. Du 20 novembre 1945 au 1^{er} octobre 1946, vingt-quatre des principaux responsables du régime comparaitront devant le tribunal militaire international de Nuremberg, sous occupation américaine, pour complot, crimes contre la paix, crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Le procès déclare criminelles quatre organisations nazies : le NSDAP [3], la SS, le SD et la Gestapo... Certes. Mais les filières de solidarité et d'exfiltrations de dignitaires nazis se révéleront très efficaces. Nous y reviendrons... ■

[1] Militant anticolonialiste et indépendantiste résolu, fondateur du PPA, **Messali Hadj** refuse toute collaboration avec Vichy et les nazis. Il est condamné en 1941 aux travaux forcés. Libéré en 1944, il est placé en résidence surveillée, transféré à Brazzaville en 1945.

[2] Sur son lit de mort, **Edouard Deluca** dénonce le tir d'un ancien adjoint « *français-européen* », déclaration confirmée par les témoins. De son côté, Albert Denier refusera malgré les pressions, de dénoncer quiconque. Il signera une pétition pour la libération des emprisonnés.

[3] Le Parti national-socialiste comptait 8,5 millions d'adhérents en 1945. Ses simples adhérents seront dégagés de toute responsabilité. Le SD (service de renseignements et de maintien de l'ordre SS) compte 6 500 anciens membres ; 50 000 personnes étaient employées à l'Office central de sécurité du Reich.

L'HUMOUR EST-IL UNE QUALITÉ INTRINSÈQUE DES Juifs ?

L'humour, pour les Juifs, semble être devenu une seconde nature. Il semble même leur avoir été congénital. D'aucuns le font remonter au temps de la Torah, et il est présent dans le Talmud. Ce qui le caractérise le plus est qu'il est une manière récurrente et donc insistante de se moquer du monde juif et il est rare que les *goys* en soient l'objet. Ses principales victimes sont les rabbins et les mères. Quand on lit cette anthologie* classée par genre, on se rend compte que bon nombre de ces blagues ne sont pleinement compréhensibles que par d'autres Juifs. C'est une manière d'être et de penser.

On a voulu y voir une manière de se défendre des avanies du monde et de tout ce qui peut sembler un danger pour la communauté obligée de vivre en marge des habitants du pays où elle s'est installée, parfois obligée, dans des lieux confinés. Nous pouvons deviner que ce genre d'humour ne cesse de se développer et de se renouveler au fil du temps et aussi en fonction des lieux où la diaspora s'est installée.

Nous pouvons aussi nous demander si cet humour est lié à une catégorie de personnes, à une classe précise. En fait, il s'épanouit dans tous les milieux. Il n'a pas vraiment d'histoire car ces mots d'esprit sont le plus souvent intemporels. Le philosophe Vladimir Jankélévitch est convaincu que cet humorisme est sous-tendu par une sympathie pour le sujet mis en cause et une sorte de connivence s'établit entre le moqueur et la personne moquée. Il n'y a aucune méchanceté dans cette manière de se gausser d'autrui et, en fin de compte de soi-même. On peut d'ailleurs trouver une réponse dans la biogra-

phie de l'auteur de cet ouvrage. Né en Lituanie en 1893, il a émigré avec sa famille aux États-Unis en 1904. Il a fait ses études supérieures à l'université de Columbia où il se diplôme. Il devient le rabbin de Sioux City (Iowa) et se consacre à des recherches érudites. En 1960, il décide d'aller vivre à Jérusalem, où il décède vingt ans plus tard. Il n'a pas été un écrivain et un érudit qui a écrit des essais sur des prédicateurs célèbres. C'est dire que nous avons ici à faire à un homme qui prenait ses recherches au sérieux et qu'il a donc composé ce volume avec le souci d'effectuer un travail qui a une valeur historique.

On a pu affirmer que c'est une femme de lettres suisse, Sacia Landman, qui aurait écrit la première compilation après la Seconde Guerre mondiale, dont ce *Kosher Humor*. Il y en a eu bien d'autres auparavant, dont celle qui nous intéresse maintenant. J'ai eu entre les mains des compilations datant d'avant-guerre. Et il est certains que des recueils de cette nature ont existé au préalable.

Pourquoi donc celui de H. R. Rabinowitz a-t-il connu un tel succès au point d'être encore réédité cette année ? En raison, non seulement de sa forme particulière, mais aussi de sa réputation de savant. La littérature nous montre qu'il a existé et qu'il existe encore mille aspects d'humour juif. De Franz Kafka à Joseph Roth, il y a un abîme. Et pourtant, ils ne peuvent se dispenser de recourir à cette façon de considérer l'univers et les humains.

On peut ouvrir cet ouvrage pour se divertir, mais c'est aussi une constante de la culture juive à travers les siècles. ■

H. R. Rabinowitz, *Kosher Humor*, traduit de l'anglais par Boris Tek, Éditions Allia, 144 p., 7,50 €.



LES PASSAGERS DE LA CATHÉDRALE de VALÈRE STARASELSKI

L'allée centrale des églises est appelée « nef ». Le mot vient du latin « navis » – navire. Certaines églises, comme l'église Sainte Catherine d'Alexandrie à Honfleur, ont une nef dont la charpente a la forme d'une coque de bateau renversée.

Loin de chez nous, en Russie, surtout dans l'Oural et en Sibérie, on trouve des églises qu'on appelle « navires » (en russe karabl - Корабль). Elles ont la silhouette d'un vaisseau.

Dans son dernier roman, Valère Staraselski nous invite à bord avec *Les passagers de la Cathédrale* [1].

Ils sont cinq, quatre hommes, une femme, à prendre ainsi la mer à bord de la cathédrale de Meaux. Mais l'un d'eux, Louis Massardier est central. Central pas principal. Pour suivre, on a besoin de tout le monde. Mais il se trouve que Massardier est vieux, que c'est un professeur et qu'il se déclare « communiste ».

Communisme et religion, voilà un sujet qui passionne Valère Staraselski. D'ailleurs, son roman – dont la lecture est un bonheur pour qui aime notre belle langue française – paraît en même temps qu'une plaquette, *Voyage à Assise* [1], où l'auteur reprend le récit du séjour qu'il y fit en 2002, à l'invitation de *Témoignage Chrétien* [2].

À bord de la cathédrale, donc nous voilà témoins d'une sorte de jeu de *pilpoul* [3], si à la place de la cathédrale c'eût été notre *Schule*. Il y a beaucoup de dialectique dans tout cela. ■ BF

[1] Valère Staraselski, *Les Passagers de la cathédrale*, Éd. Le Cherche midi, 2025, 256 p., 19,80 €. – *Voyage à Assise*, Éd. Bérénice, 2025.

[2] Lors de la *Journée de prière des religions pour la Paix* organisée par le pape Jean-Paul II (24/01/2002) (*Décologie d'Assise pour la Paix*).

[3] *Pilpoul* : Gymnastique intellectuelle des étudiants du Talmud pour démontrer que 2 avis opposés ne sont pas contradictoires.



Théâtre LA CHRONIQUE DE KAROLINA WOLFZAHN

JOURNÉE DE NOCES CHEZ LES CROMAGNONS

Wajdi Mouawad, né au Liban en 1968, nommé directeur du Théâtre de la Colline le 6 avril 2016, a décidé de quitter cette fonction le 8 mars 2026, après dix années durant lesquelles, malgré de nombreux obstacles, il a accompli un magnifique travail artistique. Il désire se consacrer à la création, la transmission, l'écriture et à d'autres projets artistiques.

Actuellement, et jusqu'au 22 juin, son spectacle *Journée de noces chez les Cromagnons* sera sur la scène de *La Colline*. C'est une pièce de jeunesse, dans laquelle l'auteur aborde le poids de l'exil, l'horreur de la guerre, le rejet de certains héritages, et la source de son écriture.

Il regarde avec émotion son pays, où cette pièce avait été annulée, l'auteur ayant été menacé par des activistes anti-israéliens après ses échanges culturels avec Israël. Cette pièce, écrite en français en 1991 à Montréal, traite de sujets divers, la situation au Liban, les souvenirs sur la naissance et le passé de l'artiste.

La pièce plonge dans la vie d'une famille, dans une

maison en ruines, occupée à préparer un mariage imaginaire, malgré l'état de guerre de leur ville, les coupures d'électricité qui empêchent la cuisson de l'agneau. En réalité, le fiancé européen, censé épouser le jour même la fille Cromagnon qui s'endort tout le temps, est un mythe inventé par la mère occupée, Nazha. La famille se démène en cuisine, aidée par la voisine, ignorant les coupures d'électricité, divaguant dans son univers de l'absurde.

Surgit Jean, le double de l'auteur, lequel écrit dans un coin de l'appartement l'histoire que jouent, sans le savoir, les Cromagnons. Finalement, Jean vient sauver ses personnages, endosse le rôle du fiancé pour apporter du bonheur dans cette famille hors du commun.

L'auteur introduit dans cette nouvelle version l'univers présent. Ce huis clos tragicomique est essentiel pour le créateur « elle m'a permis, pour la première fois, de faire se rapprocher des mondes que tout ne cessait de séparer, le judaïsme, le christianisme et l'islam ».

Il déclare également « la distance entre parents et



enfants restera toujours insurmontable, les douleurs et les rancunes des premiers n'ont pas à devenir celles des seconds, car le malheur de vivre de chacun lui appartient déjà, depuis la premier instant de sa venue au monde ».

Wajdi Mouawad a écrit des romans, des pièces, traduits dans différents pays, différentes langues, a joué également dans ses propres spectacles comme dans ceux d'autres metteurs en scène. Les comédiens Fadi Abi Samra, Jean Destrem, Loyal Ghossai, Aly Harkous, Bernadette Houdeib et la grande actrice libanaise Aïda Sabra donnent vie à cette tragicomédie où l'humour, parfois absurde, se manifeste.

C'est un spectacle actuel, touchant, qui parle à tous, et formidablement interprété. ■

* Spectacle en libanais surtitré en français. Théâtre de la Colline, 15 r Malte Brun, Paris 20°. Résa 01 44 62 52 52.

LA CHAMBRE DE MARIANA

d'EMMANUEL FINKIEL AVEC MÉLANIE THIERRY, ARTEM KYRYK Adapté du roman d'Aharon Appelfeld.

En 1943, à Czernowitz (Ukraine), pour sauver son fils de la déportation, la mère d'Hugo, jeune juif de douze ans, le confie à Mariana,



Celle-ci, prostituée dans un bordel, cache l'enfant dans le placard à vêtements de sa chambre. Le film se concentre sur le regard et le vécu de l'enfant et celui de Mariana. L'enfant ainsi enfermé vit plongé dans l'obscurité, épiait allers et venues de la rue par un interstice des planches du mur, et devient par les bruits et les sons qu'il entend, un « voyeur » silencieux de l'activité de Mariana et des autres filles. Les moments où elle ne craint pas de danger, Mariana lui ouvre sa chambre entière, lui permettant de se réchauffer près du poêle ou dans son lit, et d'y prendre ses repas.

Hugo espère, dans un premier temps, vite retrouver sa mère et rejette la jeune femme. Mais peu à peu, il s'habitue à vivre auprès d'elle. C'est cette intimité qui se crée entre l'enfant et la jeune femme qui fait la force d'une relation étrange où le temps passant, l'enfant entre dans une adolescence troublée par le corps et l'activité de cette compagne, elle-même trou-

blée par cet enfant devenant petit homme. Les pensionnaires du bordel, sa directrice et la cuisinière, Victoria, décideront en découvrant l'enfant – non sans que Mariana le défende avec conviction – de ne pas le dénoncer et de le protéger. L'enfant, d'abord perdu devant le désarroi de Mariana soumise à la dureté de sa vie et à la solitude, malgré son métier, se fera peu à peu le protecteur de celle qui le sauve.

La réussite du film tient à la tension que Finkiel parvient à maintenir quant au danger constant, à la relation construite entre Mariana et Hugo et à l'interprétation des deux acteurs. Mélanie Thierry trouve là un de ses plus beaux personnages, et incarne à merveille cette Mariana à la fois forte et fragile, tantôt maternelle et généreuse, ange ou démon, gaie ou triste, selon les jours. Une des faiblesses du film réside dans l'intégration peu réussie des souvenirs et des rêves, un passage entre les pensées intimes de l'enfant et la vie réelle dans cette chambre. Ainsi l'entrée dans l'imaginaire est une greffe peu organique dans l'ensemble du récit.

L'histoire des personnages a été inspirée à Appelfeld par un épisode réel que l'écrivain évoque dans Histoire d'une vie – la

sienne. Il était un enfant du même âge que le petit Hugo quand, affamé et fuyant les nazis qui assassinèrent toute sa famille, il trouva refuge un temps dans la maigre cabane de Maria, une Ukrainienne vivant de prostitution et qui l'hébergea jusqu'au

jour où sa mesure s'effondra. C'est inspiré par cette Maria que l'écrivain imagina le beau personnage de Mariana.

Le film d'Emmanuel Finkiel donne très envie de lire le livre. Preuve que cette histoire, passant du livre au film, reste forte. ■

FESTIVAL CINÉ PALESTINE 2025

Cette initiative itinérante est décentralisée dans plusieurs villes à des dates diverses (lectures, expositions, rencontres, films).

En mars dernier, le 6^e festival *Best of Doc* projetait partout en France trois films palestiniens (*Bye Bye Tibériade*, *Voyage à Gaza*, *No other land*) parmi le top 10 de ses documentaires, et la Palestine se racontait au cinéma lors du 3^e festival du cinéma palestinien de **Rennes Métropole (Sard)** et du 11^e festival *Ciné-Palestine Toulouse Occitanie*.

À **Marseille**, le 4^e festival, **du 22 au 25 mai**, présentera *Permission to Narrate* d'Edward Said (1984), *Why ?* de Monica Maurer (1982), *The Diary of a Sky* de Lawrence Abu Hamdana (2024)...

À **Paris**, était présenté ce 25 avril, au Saint-André-des-Arts, le recueil de

poèmes *Que ma mort apporte l'espoir / Poèmes de Gaza* (Éd. Libertalia), suivi de la projection du film expérimental *Partition* de **Diana Allan**, fusion d'images d'archives de la Palestine sous occupation britannique et de sons enregistrés auprès de réfugiés palestiniens au Liban. La programmation complète du 11^e festival parisien (**29 mai au 8 juin**) sera dévoilée par la suite avec un choix de films interrogeant notre rapport aux images dans un contexte de génocide dont témoignent peu les médias dominants. ■



DOS YIDISH VINKL - דאס יידיש ווינקל

Le yiddish et sa transcription

Les différentes langues du monde ne s'écrivent pas toutes avec le même alphabet. Si plusieurs ont recours à l'alphabet latin (français, anglais, espagnol, etc.), d'autres comme le grec ou le bulgare ont leur propre alphabet (grec et cyrillique). Ajoutons, par exemple, les alphabets arabe, géorgien, arménien et bien sûr hébraïque...

Comme nous ne vivons pas en vase clos, il est parfois nécessaire de pouvoir indiquer à quoi correspond un mot écrit dans un alphabet qui nous est inconnu. Ainsi, d'un mot japonais qui apparaîtrait dans un roman, un mot intraduisible. Ou d'un mot russe. Lorsqu'on essaie de translittérer une langue étrangère, en usant de nos caractères latins, on parle de « romanisation ». Écrire des mots de cette langue avec les lettres françaises.

Le yiddish, notre *mame-loshn* (מאַמע-לשון) s'écrit, vous le savez, avec les caractères hébraïques. Il fut un temps, avant la Shoah, où chaque enfant ashkénaze, au *Yiddishland*, apprenait à lire et écrire avec cet alphabet. Il apprenait tout ensemble à lire l'hébreu biblique pour avoir accès à la Torah puis aux autres textes du judaïsme, et à connaître l'écriture et l'orthographe de sa langue du quotidien, du yiddish.

Les vagues d'émigration vers différents pays d'Europe, vers l'Amérique, ont rendu plus que jamais nécessaires cette romanisation. Pour les Ashkénazes et pour les autres qui souhaitaient avoir accès au yiddish. En 1937, le **YIVO** (*yidisher visenshaftler institut* – וויסנשאַפֿטלעכער אינסטיטוט – l'Institut d'études scientifiques du yiddish) a créé une norme internationale de translittération pour le yiddish. À chaque caractère de l'alphabet yiddish correspond une lettre ou un assemblage de lettres de notre alphabet latin.

Par exemple, la lettre « ayen » = ע, s'écrit **E**. La dyptongue [aïe] = יי s'écrit **AY**. C'est assez simple, une trentaine de caractères à retenir.

יידיש איז מיין שפראך = *yidish iz mayn shprakh*.

Mais on assiste, de nos jours, à un phénomène étrange. Beaucoup d'Ashkénazes savent encore parler notre yiddish. Un peu ou très bien, c'est selon. Ils l'ont parlé, enfant, qui avec les *bobe-zeyde*, les grands parents, qui avec *tate-mame*, les parents. Mais ils ne l'ont pas écrit, pas lu. Ces personnes ont suivi un parcours scolaire, ont fréquenté collège, lycée voire université, savent lire et écrire la langue de leur pays et restent souvent démunis, quant à l'écrit, pour leur langue familiale.

La translittération est donc importante pour tous ceux qui ne peuvent correspondre avec l'écriture et l'orthographe normales du yiddish, avec les lettres hébraïques. Or, bien souvent, ils écrivent ou pensent écrire en yiddish, mais... au feeling, à l'oreille. Imaginez... Moi qui habite le Sud de la France, si j'écrivais comme je parle : « *Tené, ce seré pas trè louin de ça, je pouré presqueu antandre mon parlé* ». Pourtant, nous écrivons tous le français de la même façon, en essayant, si possible, d'en respecter l'orthographe. Il devrait en aller de même pour le yiddish. La translittération n'est pas une écriture phonétique, elle ne cherche pas à reproduire des accents, des prononciations diverses, régionales. Nous sommes dans l'écrit. Elle permet seulement à ceux qui ne connaissent pas l'alphabet hébraïque, de lire ou d'écrire un texte en yiddish, donc en transcrivant l'écrit... pas l'oral.

Mais, bien souvent, on se heurte à une sorte de blocage psychologique. Ces mêmes personnes qui pensent aimer notre *mame-loshn*, qui voudraient ne pas la voir disparaître, en transmettre la saveur, la culture, se comportent envers elle comme des illettrés, attitude que nul ne soutient lorsqu'il s'agit du français ou d'une autre langue nationale.

C'est un peu comme si le yiddish était leur *madeleine*, ils sont à la recherche du temps perdu, voudraient, chacun, chacune, à travers leurs échanges écrits, retrouver ce yiddish, perdu. Celui de leurs disparus, de ce monde d'avant. Entendre, via l'écrit, leurs voix avec leurs différents accents. Un phénomène qui relève de la sociolinguistique, voire de la psycholinguistique.

Pourtant, cette *mame-loshn*, nous avons lutté pour sa littérature, pour qu'elle soit reconnue comme langue, à l'égale des autres. Et ce sont ses locuteurs qui ne s'en soucient guère, convaincus pourtant de l'aimer et de la cultiver.

Oy vey, אוי וויי. Ces contradictions... typiques du *yid*, ייד. Et je pense à ces proverbes yiddish :

+ בעסער א ייד אן באַרד ווי א באַרד אן ייד = **Beser a yid on bord vi a bord on yid** = *Mieux vaut un Juif sans barbe qu'une barbe sans Juif*.

+ בעסער א צעבראָכן יידיש ווי גאַר קיין יידיש = **Beser a tsebrokhn yidish vi gor keyn yidish** = *Mieux vaut un yiddish bancal que pas de yiddish du tout*.

Lomir zikh trefn in a khoydesh arum oyf undzer yidish vinkl.

Retrouvons-nous dans un mois dans notre coin yiddish. ■ **Regina Fiderer**



8 MAI 1945 - UNE MÉMOIRE DOUBLE

(Suite de la p.5)

par HÉLÈNE AMBLARD



Berlin, 1945. Des soldats russes et un civil ont eu du mal à déplacer un grand aigle en bronze du parti nazi qui se dressait autrefois au-dessus d'une porte de la chancellerie du Reich.



Dans le Berlin lourdement détruit de l'immédiat après-guerre, l'administration militaire soviétique fut la première à assurer l'ordre public après le chaos des derniers jours de guerre. Ici, un membre de l'Armée rouge régule le trafic sur l'*Ebertstraße*. À l'arrière-plan gauche, les ruines du Reichstag et son dôme détruit.



Karlsruhorst (banlieue de Berlin), 8-9 mai 1945 : Signature de l'acte de capitulation sans conditions. À gauche, au centre, le maréchal Joukov représente l'URSS, à droite, le maréchal Jean de Lattre de Tassigny représente la France.



Reims, le 7 mai 1945. Au nom du Haut Commandement de la *Wehrmacht*, le colonel général Alfred Jodl signe l'Acte de la capitulation militaire exigeant des forces allemandes qu'elles cessent leurs opérations le 8 mai 1945. À sa droite, son interprète, le major Wilhelm Oxenius ; à sa gauche, le Generaladmiral von Friedeburg, commandant en chef de la *Kriegsmarine* ; derrière lui supervisant les signatures, le major général Kenneth Strong du SHAEF (Quartier général des forces alliées en Europe nord-occidentale) ; au fond de face, le colonel Ivan Zenkov, aide de camp, Union soviétique.



8 mai 1945 : Arrestations et exécutions sommaires dans un village près de Sétif.